

Le travail de subsistance

Pilier invisible du quotidien populaire

COLLECTIF ROSA BONHEUR : ANNE BORY | JOSÉ-ANGEL CALDERÓN | YOAN MIOT |
BLANDINE MORTAIN | JULIETTE VERDIÈRE | CÉCILE VIGNAL

Savoir ce que font les gens « dont on dit qu'ils ne font rien » a été l'une des questions qui a guidé l'enquête ethnographique menée par le collectif Rosa Bonheur entre 2011 et 2015, à Roubaix, dans l'agglomération de Lille. Roubaix, ancienne capitale de l'industrie textile au début du XX^e siècle, est, aux yeux de ce collectif, symptomatique des villes aujourd'hui touchées par la désindustrialisation et par une tertiarisation très inégalitaire, qui maintiennent une partie de leurs habitant.e.s dans une situation de chômage et de précarité. L'enquête porte un nouveau regard sur ces habitant.e.s et révèle, à travers leurs témoignages, l'importance et la variété du travail de subsistance.

Certaines personnes, stigmatisées du fait de leurs origines, immigrées ou non, et de leur pauvreté, sont habituellement catégorisées comme inactives, assistées, chômeuses. Elles déploient pourtant un éventail très large d'activités indispensables à leur survie et occupant l'essentiel de leur quotidien mais qui, en décalage avec les discours politiques sur le renouveau tertiaire, les industries de pointe et la rénovation urbaine, sont en conséquence invisibilisées.

En effet, les femmes et les hommes que nous avons rencontré.e.s, au travers d'observations et d'entretiens formels et informels partagent des conditions de vie marquées par une forte précarité dans une ville, située à la périphérie d'une grande métropole, où l'emploi ouvrier et employé s'est raréfié. Alors même que ces habitant.e.s constituent une présence numérique forte dans la ville, leurs poids compte peu face aux politiques d'attractivité métropolitaine, qui recherchent avant tout le développement d'emplois qualifiés destinés aux cadres.

Si certain.e.s bénéficient des revenus d'un travail formel (le plus souvent à temps partiel et de statut précaire, très souvent dans le domaine du care et des

services), les ressources financières des personnes que nous avons rencontrées sont constituées pour beaucoup de diverses prestations sociales. Pour autant, loin d'être des « assistées » dénoncées par nombre de figures politiques et de journalistes, elles mettent au contraire en place, au jour le jour, un ensemble d'activités pour pouvoir vivre et survivre.

Des activités multiples et chronophages

Ces activités constituent ce que nous avons appelé le « travail de subsistance ». En quoi consiste ce travail de subsistance ? Il est constitué d'activités orientées vers la satisfaction de besoins qui ne sont comblés complètement ni par le marché ni par l'État social, dans un contexte où l'accès au salariat est extrêmement difficile ou procure des revenus trop faibles.

Ainsi, Ayda, la quarantaine, mère de trois enfants, a une trajectoire professionnelle, débutée à 15 ans, marquée par les petits boulots parfois non déclarés et les contrats courts, dans la couture, la vente par correspondance ou encore la restauration. Avec son mari, elle a tenté pendant quelques années l'expérience de l'indépendance en ouvrant un salon de thé mais sans succès économique. Le couple est propriétaire de sa maison, situation qui est loin d'être exceptionnelle dans une ville au marché du logement détendu. Leur maison est continuellement en travaux, effectués par eux-mêmes ou par des connaissances, afin de maintenir un logement aussi décent que possible.

Ayda est actuellement au RSA, tout comme son mari, et représente les allocataires auprès du conseil départemental et de la CAF. Elle est très active au centre social où nous l'avons rencontrée, participe à différents ateliers, aux sorties de loisir qui y sont organisées. Elle contribue également à la préparation d'un repas de Noël dont les bénéfices permettent de financer certaines activités du centre social. Elle est

également active à la mosquée, au sein de laquelle elle participe là aussi à des actions d'auto-financement par la vente de repas. Dans ces deux lieux, les discussions entre femmes portent notamment sur les magasins proposant des promotions, les possibilités d'achats regroupés et moins chers, les associations d'aide alimentaire, les façons de s'en sortir face aux multiples démarches administratives. L'éducation des enfants est également un sujet central, et Ayda suit de près la scolarité des siens (en école, collège et études supérieures) et leurs fréquentations. Lors de nos échanges avec elle, il est évident qu'elle « n'a pas une minute à elle ».

Comme l'illustre l'exemple d'Ayda, le travail de subsistance est ainsi constitué d'un ensemble d'activités de travail domestique et de soins aux autres, de travail de papiers pour accéder à ses droits, de recherche de biens de consommation à bas prix ou gratuits, d'activités d'auto-production (réparation de matériels, de logements, de voitures, vente de repas, d'objets, d'automobiles), de récupération et de recyclage. Mais c'est également un travail de mobilisation de ressources relationnelles qui permettent

à la fois l'échange d'informations et de services, qui s'inscrit dans une trame de liens sociaux contraignants, engageant la réciprocité mais définissant aussi des attentes. Ce travail peut être lié à des activités formelles (il peut s'agir alors de salariat ou d'auto-entrepreneuriat), ou informelles, avec ou sans échange monétaire (comme les activités non déclarées mais légales de réparation de voiture ou les échanges de services qui s'établissent entre les mères de familles d'un même réseau).

Un travail doublement invisible

Ce travail de subsistance prend des formes variées et différentes chez les hommes et chez les femmes, mais apparaît toujours chronophage et invasif dans le quotidien des personnes. Développé au sein des familles et des communautés d'appartenance, il demande une mobilisation constante, sur plusieurs fronts, des différents membres de la famille, sans pour autant que la contribution de chacun et chacune soit également visible et reconnue. Par ailleurs, n'entraînant pas systématiquement de rémunération monétaire, il n'est pas forcément appréhendé comme du travail de la part même de celles et ceux qui le déploient.

Jardin partagé au sud du site. © Collectif Rosa Bonheur.





© Collectif Rosa Bonheur.

Cette double invisibilité, aux yeux des institutions et aux yeux des proches, pèse particulièrement sur les femmes. Ainsi, sans se présenter spontanément comme des travailleuses, celles que nous avons rencontrées dans les centres sociaux, telle Ayda, présentent un agenda chargé, où les activités se chevauchent et demandent une énergie constante. En outre, les femmes sont aussi présentes dans les activités plus formelles et plus directement en lien avec le marché lorsqu'elles aident, de façon invisible, leur conjoint à tenir leurs activités de mécanique de rue, par le travail de comptabilité par exemple, et aussi simplement en les déchargeant des obligations de gestion quotidienne de la famille.

Pourtant, le travail de subsistance peut faire l'objet d'empêchement, voire de répression par la municipalité et les services sociaux chargés de l'aide aux classes populaires. Ainsi, ce travail est-il ignoré des institutions publiques qui encadrent nos enquêtés.e.s (CAF, Pôle emploi, centres sociaux, école, municipalité, etc.) voire, et c'est le cas encore plus pour les femmes, il est transformé en travail gratuit. Les centres sociaux proposent en effet aux femmes qui participent aux différents ateliers (de façon obligatoire lorsque c'est dans le cadre de leur suivi RSA par les travailleuses sociales du centre) de produire des biens (repas, objets), pour financer les activités organisées par le centre social, mais sans les rétribuer monétairement, naturalisant et invisibilisant alors leurs compétences et qualifications.

Lorsqu'il est réalisé depuis le domicile, en dehors d'un cadre institutionnel, ce travail laisse des traces (affichettes aux fenêtres proposant objets ou services à vendre, flaquas d'huile de vidange ou dépôt de gravats dans la rue), qui sont soit ignorées, soit

vues comme problématiques par les autorités, notamment municipales, qui les répriment alors (notamment par des politiques d'interdiction et de verbalisation). Ainsi, le travail des mécaniciens de rue dans leurs garages à ciel ouvert, qui constitue la partie la plus informelle et la plus basse (après les concessions et les auto-entrepreneurs) d'une économie roubaisienne de la voiture relativement prospère, représente un élément déterminant de cette économie très intégrée. Pourtant, abordée exclusivement comme un problème d'ordre public, l'activité a fait l'objet d'un arrêté municipal en 2018 sanctionnant d'une amende la pratique des dépôts de vidange dans la rue.

Enfin, notre recherche a montré que ce travail de subsistance prend appui sur un territoire, des quartiers et espaces de peuplement populaire, des ressources matérielles et relationnelles qui en retour fabriquent la ville et en font un espace répondant aux besoins de subsistance de ces habitant.e.s. C'est parce que le territoire propose des logements à bas prix où vivre et travailler, des magasins et des marchés aux prix ajustés à la clientèle locale, parce qu'il permet de vivre à proximité des réseaux d'entraide familiaux ou communautaires, que le travail de subsistance peut s'y déployer. C'est ce que nous avons appelé « centralité populaire », à rebours des visions habituelles de ces territoires désindustrialisés, vus comme relégués et stigmatisés comme des ghettos. Cette centralité populaire, cruciale pour les habitant.e.s, est ignorée des politiques publiques métropolitaines, notamment des politiques urbaines. Celles-ci ne prennent pas en compte, dans leurs programmes de rénovation, les ressources matérielles et relationnelles que l'espace apporte aux classes populaires. —